

Prostitution : une loi qui ne s'attaque pas aux causes



Article rédigé par *Elizabeth Montfort*, le 05 décembre 2013

La prostitution est légale en France. Et pourtant le délit de racolage est interdit et bientôt il sera remplacé par la pénalisation des clients. C'est ce que prévoit la proposition de loi renforçant la lutte contre le « système prostitutionnel » qui vient d'être votée (268 pour, 138 contre et 79 abstention). Pour quel résultat ?

La France est un pays abolitionniste mais sa position est ambiguë. Pourtant en juillet 2007, notre pays a ratifié la convention de Varsovie sur la lutte contre la traite des êtres humains.

On sait aujourd'hui que la plupart des prostituées sont des femmes venues de l'étranger (pays de l'Est, Afrique et Asie), des femmes pauvres à qui l'on fait miroiter une vie plus belle. « La prostitution est toujours une violence » déclare une ex-prostituée, même si les prostituées indépendantes veulent faire croire qu'elles ont « choisi le métier du sexe ».

Le nombre élevé d'étrangères (80 à 90 %) révèle la grande misère de ces femmes, leur grande vulnérabilité qui les fait tomber dans les mailles des réseaux. Cela se traduit, en France, par l'exploitation de femmes pauvres soumises aux désirs des hommes de toutes catégories sociales. Car la prostitution n'est pas qu'une affaire de femmes. Elle est également entretenue par des « clients ».

La solitude, le vide affectif, l'isolement familial, suite à des ruptures conjugales ou tout simplement l'absence de dialogue entre conjoints, entraînent des hommes dans la consommation de sexe, parfois jusqu'à la perversité.

Un immense malaise

Nous ressentons à cet égard un immense malaise.

Cette proposition de loi ne réglera rien. Elle s'ajoutera aux autres tentatives d'éradication de la prostitution qui prennent le problème dans ses conséquences et qui finalement l'entretiennent, au lieu de le prendre à la racine.

Comment résoudre la misère et la vulnérabilité des femmes ? En imposant le respect de la dignité à laquelle elles ont droit dans tous les programmes d'action.

Comment traiter la violence de cette société consumériste, individualiste, hédoniste qui méprise les lieux de solidarités naturelles telles que la famille, le lieu de travail et le loisir ? En se réappropriant le sens de l'autre, le respect de la personne, le désir de générosité et le don de soi.

Elizabeth Montfort et Nicole Thomas-Mauro sont anciens députés au Parlement européen, dirigeantes du Nouveau Féminisme européen
www.nouveaufeminisme.eu

En savoir plus :

[Les clients des prostituées menacés d'amende](#)

*